

Hong Kong/Paris, le 9 août 2016

Chine, une économie à deux vitesses : des secteurs gagnants et perdants

L'économie chinoise a progressé de 6,9 % en 2015, son rythme de croissance le plus lent depuis 25 ans. Ce taux de croissance devrait continuer de ralentir en 2016 et 2017 et sera inférieur à l'objectif de croissance annuelle moyenne de 6,5 % fixé par les autorités dans le plan quinquennal de 2016-2020. Les réformes structurelles en cours se concentrent davantage sur les services et la consommation, accentuant les contrastes dans le pays. La fracture entre les secteurs gagnants et perdants est liée à leur potentiel de croissance à moyen et long terme, aux politiques publiques et à la demande structurelle.

Secteurs affichant un potentiel de croissance

Globalement, les risques attribués aux secteurs gagnants susceptibles de bénéficier de meilleures perspectives de croissance à plus long terme, comme les produits pharmaceutiques et la distribution, sont faibles ou moyens selon les évaluations. Le segment des **technologies de l'information et de la communication (TIC)** constitue une exception, le **risque** attribué à ce secteur étant **élevé**. Cela indique que les risques de crédit des entreprises chinoises dans le secteur des TIC sont élevés en raison d'une concurrence plus vive à l'échelle régionale, malgré un solide potentiel de croissance à long terme du marché (voir tableau 1).

Le secteur **pharmaceutique** reste le plus performant et affiche des marges bénéficiaires stables. Outre une nette amélioration de la situation en termes de paiement en 2015, les sociétés pharmaceutiques sont moins tributaires du crédit pour le financement de leurs activités et de leurs investissements en immobilisations. Les perspectives à moyen terme sont favorables, avec une augmentation structurelle de la demande soutenue par le développement croissant de la classe moyenne et le vieillissement de la population.













Secteurs perdants affichant des risques de crédit élevés

Les secteurs perdants susceptibles de rencontrer des difficultés en termes de croissance à long terme, comme les **produits chimiques** et les **métaux**, se voient attribuer une évaluation de **risque élevé**, voire **très élevé**. Du point de vue des risques de crédit, les entreprises chinoises évoluant dans ces secteurs font face à une plus forte probabilité de défaillance ou d'insolvabilité liée à une conjoncture difficile. Les secteurs neutres, c'est-à-dire ceux qui ne bénéficient pas directement des réformes structurelles menées par l'État (comme **l'agroalimentaire, les secteurs papier/bois et textile/confection**), sont considérés comme présentant un risque moyen ou élevé.

Parmi les 12 secteurs, seuls le **bâtiment** et les **métaux** sont assortis d'un **risque très élevé**. Les risques relatifs à ces deux secteurs sont liés à des sujets d'actualité (problèmes d'endettement dans un contexte de hausse subite des créances douteuses, diverses défaillances d'obligations d'entreprises, surcapacités industrielles et entreprises *zombies*). Face à des investissements privés atones et au ralentissement des investissements des entreprises publiques et dans un contexte de faible rentabilité, la croissance des secteurs de la construction et de l'installation devrait fléchir au second semestre. Cela risque de jeter une ombre sur le secteur de la construction et de réduire la demande en faveur des matériaux du bâtiment, en particulier du ciment et des métaux qui souffrent déjà d'un problème de surcapacités. Ces risques pourraient être atténués par les réformes des entreprises publiques, dont les mesures concernant la « Fermeture », la « Réorganisation » et les « Partenariats Public/Privé (PPP) » devraient être mises en œuvre. Malgré quelques signes de désendettement et de réformes de l'État, les risques de crédit des entreprises de la construction (y compris des fabricants de matériaux) semblent augmenter et les perspectives sont négatives.

« Il est probable que les autorités chinoises continueront à prendre des mesures favorables concernant l'offre. Elles viseront davantage à stimuler la croissance potentielle du secteur tertiaire et à soutenir les activités de fabrication à valeur ajoutée à moyen et long terme. Toutefois, dans un contexte de réformes à la fois structurelles et axées sur les entreprises publiques, le ralentissement de l'économie chinoise devrait se poursuivre en 2016 et en 2017, avec une augmentation globale des risques de crédit pour les entreprises chinoises » a déclaré Jackit Wong, économiste Coface pour la région Asie Pacifique.


Comparaison entre les secteurs chinois gagnants et perdants et évaluation des risques sectoriels

Gagnants		Perdants		Neutres	
Automobile		Chimie		Agroalimentaire	
TIC		Construction		Papier Bois	
Pharmacie		Energie		Textile	
Distribution		Métaux			
Transports					

Source: Coface

* Technologies de l'information et de la communication

 Risque faible

 Risque moyen

 Risque élevé

 Risque très élevé



COMMUNIQUE DE PRESSE

CONTACTS MEDIA :

Maria KRELLENSTEIN – T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com
Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de 4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

